

Paris, le 20 décembre 2017

Appel du SNESUP-FSU à la constitution d'une Coordination nationale de l'éducation

Après l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi instaurant la sélection en licence, le Bureau national du SNESUP-FSU :

- maintient sa demande au gouvernement de **retirer le projet de loi** et appelle le Sénat à rejeter un texte inégalitaire et programmant l'affaiblissement et la disparition du bac comme premier grade universitaire ;
- demande au gouvernement d'inscrire en urgence dans le budget 2018 **un plan de 1 milliard d'euros pour l'enseignement supérieur et la recherche** (0,05 % du PIB) afin d'accueillir et de faire réussir en première année de licence les 300 000 néo-bachelier/ière.s ;
- demande aux collègues de **ne pas participer à l'application anticipée et illégale du projet de loi** et par conséquent de refuser de remonter les « attendus » et les dispositifs de contingentement.

Fortement impliqué dans les mobilisations en cours (voir [ici](#)), le SNESUP-FSU est conscient que seul un combat unitaire et majoritaire permettra d'imposer d'autres choix que celui d'une sélection généralisée. **Il propose à l'ensemble des organisations syndicales et des associations qui le souhaitent, qu'elles soient étudiantes, professionnelles ou citoyennes, de s'unir dans un large front contre la politique de tri social et de constituer début 2018 une Coordination nationale de l'éducation. ■**

Le Bureau national du SNESUP-FSU réuni le 19 décembre 2017

Suivez-nous !



[HTTPS://WWW.FACEBOOK.COM/SNESUPFSU/](https://www.facebook.com/SNESUPFSU/)



[HTTPS://TWITTER.COM/SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)